

## LES PROCÉDURES COLLECTIVES EN FRANCE

REDRESSEMENTS JUDICIAIRES ET  
LIQUIDATIONS JUDICIAIRES DIRECTES,  
PROCÉDURES DE SAUVEGARDE

Janvier  
**2025**

ellispher<sup>e</sup>

“

***Le nombre de  
procédures  
collectives au  
plus haut niveau***

”

e

# Sommaire

## **PARTIE 1**

---

Panorama général

3

## **PARTIE 2**

---

Profil des entreprises

9

## **PARTIE 3**

---

Méthodologie

14

# PANORAMA GÉNÉRAL



## DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE ET PROCÉDURES DE SAUVEGARDE EN 2024

OUVERTURES DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE DIRECTE		OUVERTURES DE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE	
France métropolitaine	DROM	France métropolitaine	DROM
<b>64 208</b>	<b>1 999</b>	<b>1 461</b>	<b>69</b>

Source : Ellisphère

## PROCÉDURES COLLECTIVES : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

L'Europe a été confrontée en 2024 à de fortes incertitudes, tant géopolitiques qu'économiques. La France a ainsi enregistré un retour en force des défaillances d'entreprise et une dégradation de sa situation économique. Les incertitudes politiques et l'absence de budget à l'heure où nous écrivons ces quelques lignes n'ont fait qu'amplifier cette évolution.

Les mesures de soutien gouvernementales ont été déterminantes dans la préservation du tissu productif, de l'emploi et du pouvoir d'achat. En revanche, elles ont eu un coût élevé pour les finances publiques et ont poussé bon nombre d'entreprises encore plus dans la difficulté. En effet, tenter de rembourser un PGE avec une trésorerie déjà tendue s'avère bien sûr fort délicat.

Avec un effort de 60 milliards d'euros dans le budget, l'ex premier ministre Michel Barnier ambitionnait de ramener le déficit de la France à 5% du PIB. La censure effective de son gouvernement fait perdurer le manque de visibilité, et maintient d'importantes dépenses pour 2025 comme par exemple, l'indexation automatique de toutes les pensions de retraite sur l'inflation qui devrait coûter 6,5 milliards d'euros.

En 2024, l'augmentation du nombre de défaillances d'entreprise a été inexorable. Ainsi à fin décembre 2024, la France métropolitaine a enregistré 64 208 défaillances (ouvertures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire directe), soit +17,4% par rapport à 2023.

A elles trois, les grandes régions économiques Île-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et PACA représentent quasiment la moitié des défaillances métropolitaines, à savoir 47,50%.

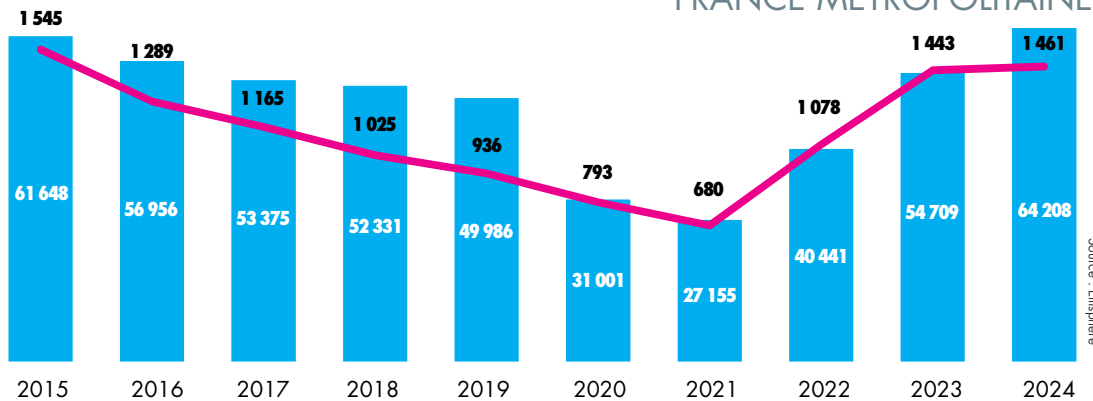
Concernant les procédures de sauvegarde, 1 461 ouvertures ont été enregistrées en métropole, soit + 1,2% par rapport à 2023.



# PANORAMA GÉNÉRAL

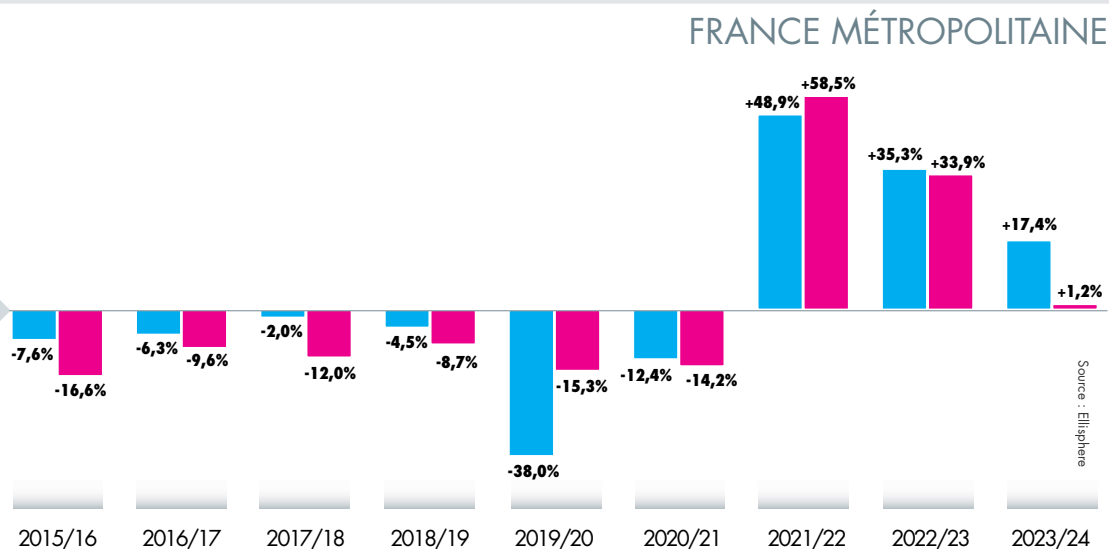
## Évolution en nombre

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2015



## Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2015



### LÉGENDE

■ Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

■ Procédures de sauvegarde



« Depuis la crise sanitaire du Covid, de nombreux pays souhaitent reprendre le lead sur leurs productions industrielles. La Chine, qui est déjà l'usine du monde, continue clairement sur sa trajectoire, l'Amérique du président Trump devrait lui emboîter le pas avec sa politique de barrières aux frontières. Il est évident que l'Europe, et donc la France, ne pourront demeurer sans réponse. »



**Max Jammot**  
Responsable du pôle économique chez Ellisphère

Ici sont étudiées la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Réunion

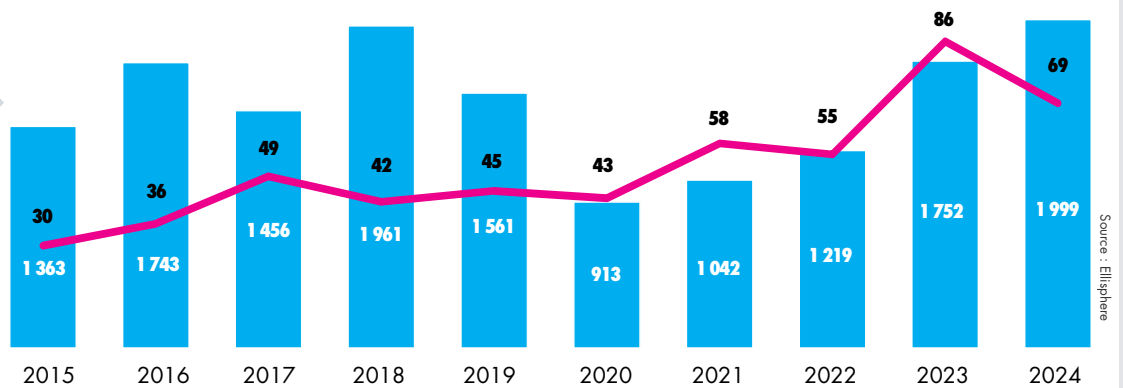
A l'instar de la métropole, les DROM ont connu la même évolution haussière en 2024, avec 1 999 défaillances d'entreprise, soit +14,1% par rapport à 2023. L'exercice 2024 déjà délicat s'est conclu de façon terrible par le cyclone Chido qui a dévasté l'archipel de Mayotte, déjà en proie ces dernières années à de multiples difficultés tant économiques que sociales, avec 77% de sa population qui vit sous le seuil de pauvreté et un taux de chômage qui culmine à 35%...

A contrario, «seules» 69 procédures de sauvegarde ont été enregistrées dans les DROM, soit une baisse de -19,8% par rapport à 2023.

## DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER

### Évolution en nombre

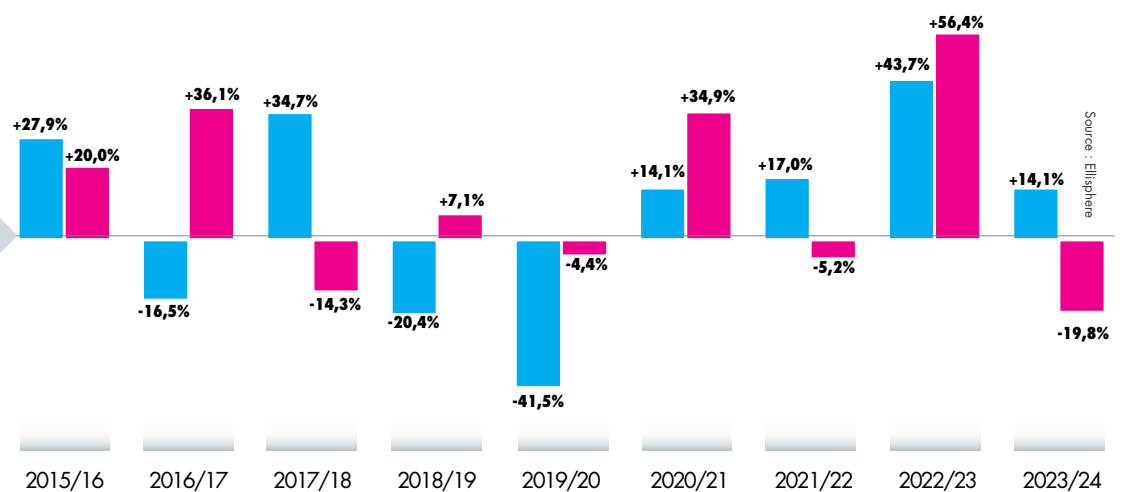
Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2015



## DÉPARTEMENTS ET RÉGIONS D'OUTRE-MER

### Évolution en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2015



### LÉGENDE

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes Procédures de sauvegarde



# PANORAMA GÉNÉRAL



P	
A	
R	
I	
S	
12	
10	
12	
14	

Sur un plan sectoriel, tous les secteurs ont été impactés, certes inégalement selon le maillage des territoires.

En métropole, à fin décembre 2024, le **bilan des Jeux Olympiques** pour le secteur **Hôtellerie Restauration** est mitigé.

Si les JO 2024 en France ont bien donné une bouffée d'oxygène pour le pays, les retombées effectives de l'investissement (8,8 milliards d'euros, constitués en grande partie d'investissements privés), ne sont attendues que sur le long terme, à savoir 9 milliards d'ici quinze ans.

Selon les villes et les territoires, les professionnels du tourisme ont évoqué un taux de remplissage de 85% pendant les JO avant d'amorcer une décrue. Au terme de ces deux semaines de JO, le nombre de nuitées sur l'ensemble des villes hôtes aurait ainsi augmenté de +16%, dont +20% en Île-de-France.

En revanche, pour une agglomération hôte comme Châteauroux (36), il a clairement été établi que les +55% de fréquentation touristique constatés par l'office de tourisme local n'ont majoritairement bénéficié qu'aux hôtels et restaurants du centre-ville.

Si l'impact JO est donc clairement difficile à évaluer, il est néanmoins évident que la mise en valeur du patrimoine français (sites prestigieux) et du savoir-faire en termes d'organisation pourrait engendrer une recrudescence de visiteurs internationaux ces prochaines années.

A Paris, en décembre 2024, un rebond de l'activité a été enregistré dans l'hôtellerie et la restauration grâce à une forte fréquentation touristique ; la réouverture de Notre Dame ne semble pas étrangère au phénomène.

Sur l'exercice écoulé, et sans surprise, le **Bâtiment et Travaux Publics (BTP)** qui pèse historiquement près d'un tiers des défaillances, a de son côté enregistré 17 976 ouvertures en métropole, soit +26,3% par rapport à 2023.

Un recul de l'activité avec des carnets de commandes en souffrance est constaté. Globalement, la hausse persistante des coûts de production a pesé fortement sur les marges des entreprises, déjà mises à mal par une demande en berne sur certains segments de l'activité. Même constat mais moins marqué dans les DROM avec 605 défaillances en 2024, soit une augmentation de « seulement » +12,7% par rapport à l'exercice précédent.



De son côté, le **marché automobile** français a traversé une période contrastée en 2024. Après un début d'année encourageant, avec une croissance notable des ventes de véhicules électriques et hybrides, les derniers mois ont été marqués par une baisse significative.

En août 2024, les immatriculations ont chuté de -24,3%, impactant l'ensemble des constructeurs. Cette baisse s'explique par un contexte économique et politique difficile, générant de l'incertitude voire de l'inquiétude chez les acheteurs.

Les ventes de **voitures électriques**, inscrivant une courbe ascendante, ont enregistré leur premier recul. Les fluctuations du marché électrique en Europe mettent en exergue l'importance des politiques publiques dans la transition énergétique du secteur automobile. Pour exemple, la Norvège qui maintient ses aides enregistre une croissance soutenue. A contrario la France qui avait annoncé en octobre dernier la suppression de la prime à la conversion, adresse ainsi un mauvais signal au marché.

# PANORAMA GÉNÉRAL



Les **équipementiers** sont également loin d'être à la fête... Deux sites de Michelin devraient baisser le rideau (Vannes et Cholet), trois sites de Valéo sont menacés (L'Isle-d'Abeau, La Suze et La Verrière). La liste déjà longue s'est encore alourdie avec la situation critique de l'usine de la Fonderie de Caudan, dont l'avenir est quasiment scellé depuis le 20 décembre dernier, avec l'échec des négociations de reprise ; plus de 300 emplois sont menacés. En cause, un contexte d'incertitude politique, une conjoncture délicate et un engagement de commandes insuffisant pour assurer une viabilité du site à court terme.

Ainsi en 2024, entre Michelin, Valeo, Continental et Bosch, ce sont plus de 30 000 emplois qui ont été supprimés ; en cause principalement, le recul des ventes de véhicules et une transition plus difficile qu'annoncée vers l'électrique.

A noter un bon comportement du marché des véhicules d'occasion dont les prix ont par ailleurs augmenté.



Le secteur des **Transports & Logistique**, quant à lui, n'a pas enregistré autant de défaillances d'entreprise depuis les années 1990.

Le nombre de procédures relatives aux transporteurs de marchandises explose en ce moment ; la faute à une activité en retrait et à des coûts de production qui augmentent.

Un exemple du marasme traversé : environ 600 entreprises de transport de marchandises ont ainsi été placées en redressement ou en liquidation judiciaire au cours du deuxième trimestre 2024, soit une hausse de +45% sur un an et de +73% sur deux ans.

A fin décembre 2024 en métropole, le secteur Transports & Logistique comptabilisait ainsi 2 923 défaillances soit +32% par rapport à 2023. Evolution haussière moins importante dans les DROM avec 79 défaillances, soit +3,9% par rapport à l'exercice précédent.

## JUGEMENTS DES GREFFES DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE AU 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2024

par mois, en nombre

Jugements prononcés	Octobre 2024	Novembre 2024	Décembre 2024
Conversion de la sauvegarde en LJ	24	32	13
Conversion de la sauvegarde en LJS	5	2	6
Conversion de la sauvegarde en RJ	47	26	47
Homologation de la conciliation	13	8	5
Homologation de l'accord de règlement amiable	2	2	1
Jugement de Conversion du Redressement judiciaire en Liquidation judiciaire	826	864	662
Jugement de Conversion du Redressement judiciaire en Liquidation judiciaire simplifiée	241	305	282
Liquidation judiciaire	2 098	1 769	1 718
Liquidation judiciaire simplifiée	2 520	2 415	2 181
Plan de cession	110	92	88
Plan de cession partielle	3	3	4
Plan de continuation/redressement	315	285	281
Plan de sauvegarde	73	48	71
Procédure de sauvegarde	161	109	114
Procédure de traitement de sortie de crise	4	3	13
Redressement judiciaire	1 809	1 751	1 496
Renouvellement de la période d'observation	1 070	1 019	1 138
<b>TOTAL</b>	<b>9 321</b>	<b>8 733</b>	<b>8 120</b>

Source : Ellisphere

# PANORAMA GÉNÉRAL



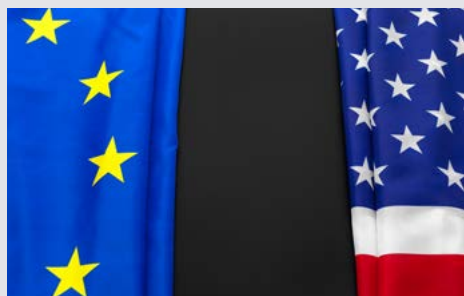
## PERSPECTIVES 2025

Un gouvernement sous pression, pas de budget voté, des carnets de commande en retrait, des entreprises qui font état de trésorerie et de rentabilité en recul, des investissements reportés... C'est toute notre économie qui accuse le coup.

L'OCDE vient tout juste de réviser ses prévisions de croissance pour la France en 2025, la faisant passer de +1,2% à +0,9% ; ce correctif est clairement lié à la conjoncture économique en Allemagne et à l'instabilité politique en France ; cette dernière se préparant à entamer un redressement nécessaire de ses finances publiques.

Le nombre de défaillances d'entreprise devrait continuer d'augmenter, le nombre de plans sociaux en cours actuellement illustre ce propos. Dans le même temps, le tassement des créations d'entreprise devrait perdurer y compris chez les **micro-entrepreneurs**, constat établi depuis l'été dernier.

Dans ce contexte, l'Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE) calculée par Ellisphère sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2025 devrait stagner à 1,2 création de société commerciale pour 1 disparition de société commerciale.



La récente élection de Donald Trump, synonyme de politique protectionniste, avec le retour de mesures douanières et d'une taxe comprise entre 10 et 20% sur les produits importés, pourrait également impacter négativement de nombreux secteurs d'activité dont par exemple la **filiale viticole**.

En effet, souvenons-nous qu'au cours du premier mandat de Donald Trump en 2016, la taxe sur les vins français avait engendré un préjudice de près de 500M€ pour la filière française. Pour rappel, les USA représentent 20% des exports des viticulteurs français et sont, à ce jour, le 4<sup>ème</sup> partenaire commercial de la France à l'export (avec 45,2M€ en 2023).

Après une année 2024 difficile pour le **secteur de l'immobilier**, plusieurs changements sont entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 qui pourraient influencer favorablement sur les activités du secteur. Ainsi désormais, il sera interdit de mettre en location tout logement avec un DPE (diagnostic de performance énergétique), classé G (note la plus basse) ; cette décision concerne les nouvelles signatures d'un bail mais également, les renouvellements d'un contrat de location en cours, pour une résidence principale.

Avant sa censure, le gouvernement de Michel Barnier avait également publié deux décrets, fixant de nouvelles modalités pour les aides « MaPrimeRénov » ; cette dernière continuera de couvrir par exemple, le remplacement d'une chaudière ou encore le remplacement de fenêtres. En fin d'exercice 2024, les entreprises du **secteur du BTP** ont été très sollicitées par ces rénovations de dernière minute (entre 800 à 1 000 euros le m<sup>2</sup> pour tenter d'améliorer la note de performance énergétique). L'interdiction des logements classés «G» n'est qu'un début. Les passoires énergétiques vont être progressivement interdites à la location d'ici 10 ans... Les entreprises de rénovation devraient ainsi profiter de ce flux de nouveaux chantiers.



En revanche, initialement prévu dans le projet de loi de finances pour 2025, **le nouveau PTZ** (Prêt à Taux Zéro) visait à élargir son champ d'application afin de répondre à la crise du logement. Suite à la chute du gouvernement Barnier en décembre dernier, ce projet a été mis en pause.

Tous secteurs d'activité confondus et quel que soit le territoire, il est clair que l'incertitude actuelle, tant politique que fiscale, pèse sur les entreprises françaises. Si le gouvernement Bayrou devait être lui aussi censuré et le vote du budget encore repoussé, nous entrions alors dans une nouvelle période d'instabilité qui pourrait être difficile pour notre économie et ses acteurs, avec des conséquences non quantifiables à ce jour.



A low-angle, upward-looking photograph of several modern skyscrapers with glass facades, set against a clear, bright blue sky. The buildings are arranged in a way that creates a sense of height and scale, with lines converging towards the top of the frame. The lighting is bright, suggesting a clear day.

# **PROFIL DES ENTREPRISES**

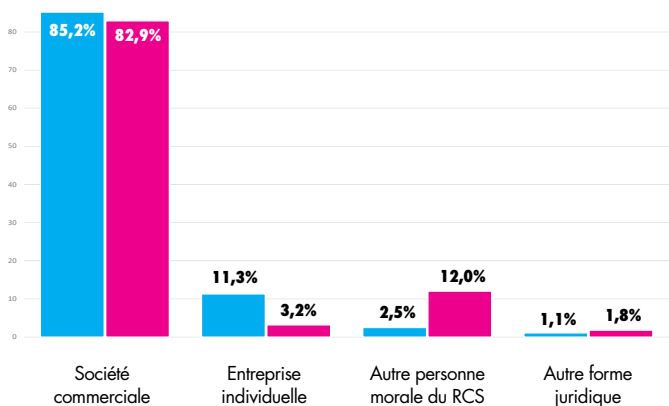
# PROFIL DES ENTREPRISES

CHIFFRES SUR L'ANNÉE 2024

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes Procédures de sauvegarde

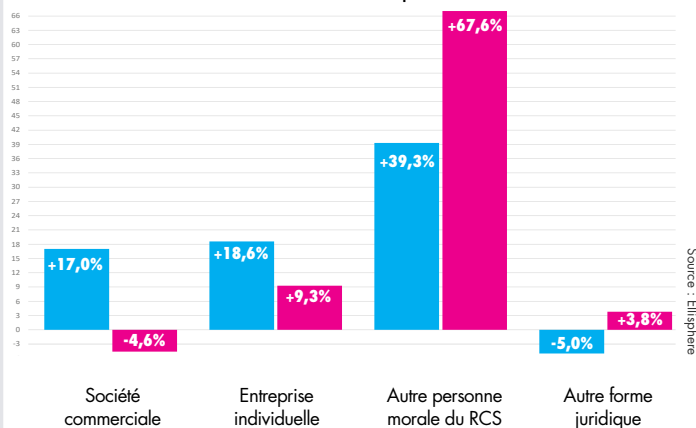
## PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises



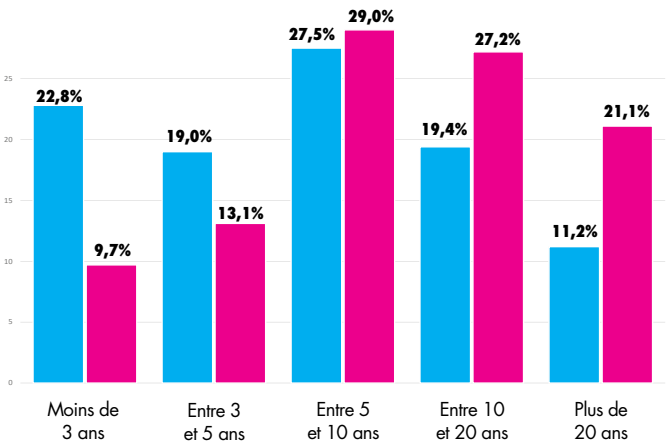
## PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Evolution en % du nombre d'entreprises



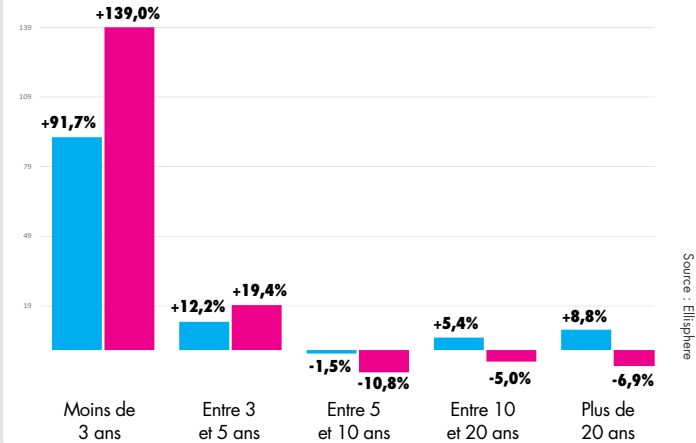
## PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises



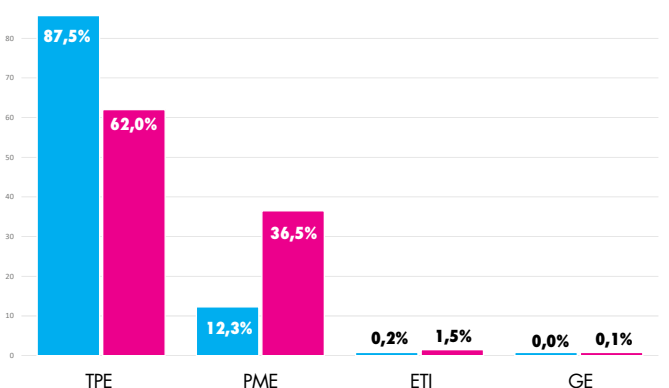
## PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Evolution en % du nombre d'entreprises



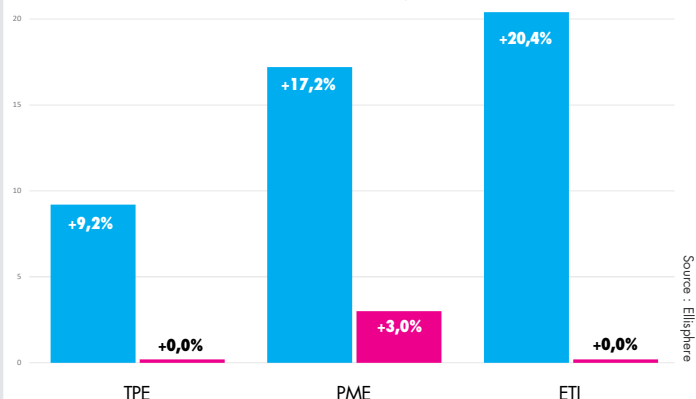
## PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



## PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Evolution en % du nombre d'entreprises



### PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage sur 2024

REGION	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2023 / 2024	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2023 / 2024
ÎLE DE FRANCE	15 883	24,7%	+28,3%	230	15,7%	-12,2%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	7 866	12,3%	+18,4%	205	14,0%	-3,3%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	6 741	10,5%	+15,2%	168	11,5%	+10,5%
NOUVELLE AQUITAINE	5 908	9,2%	+19%	244	16,7%	+20,8%
OCCITANIE	5 907	9,2%	+12,4%	135	9,2%	+1,5%
HAUTS-DE-FRANCE	4 847	7,5%	+8,3%	76	5,2%	-20,8%
GRAND EST	4 395	6,8%	+8,2%	67	4,6%	-18,3%
NORMANDIE	2 733	4,3%	+27,5%	89	6,1%	+34,8%
PAYS DE LA LOIRE	2 653	4,1%	+12,7%	82	5,6%	+15,5%
BRETAGNE	2 446	3,8%	+14,4%	65	4,4%	+51,2%
CENTRE - VAL DE LOIRE	2 209	3,4%	+9,3%	40	2,7%	-45,9%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	2 201	3,4%	+8,2%	53	3,6%	+29,3%
CORSE	419	0,7%	+10,3%	7	0,5%	-22,2%
<b>TOTAL</b>	<b>64 208</b>	<b>100%</b>	<b>+17,4%</b>	<b>1 461</b>	<b>100%</b>	<b>+1,2%</b>

Source : Ellisphere

### PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage sur 2024

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2023 / 2024	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2023 / 2024
Bâtiment et Travaux publics	17 976	28,0%	+26,3%	338	23,1%	+32%
Services aux particuliers	11 310	17,6%	+10,2%	188	12,9%	-10,9%
Services aux entreprises	6 577	10,2%	+19,4%	129	8,8%	-15,7%
Distribution	4 745	7,4%	+8,1%	82	5,6%	-44,2%
Moyens de transport	3 003	4,7%	+18,4%	32	2,2%	-11,1%
Transports & Logistique	2 923	4,6%	+32%	31	2,1%	0,0%
Agroalimentaire	2 046	3,2%	+2,4%	44	3,0%	-6,4%
Services collectifs	2 018	3,1%	+13,1%	58	4,0%	+20,8%
Biens de consommation	1 796	2,8%	+11,5%	42	2,9%	-16,0%
Textile habillement cuir	1 795	2,8%	+12,5%	36	2,5%	-37,9%
Informatique & Electronique	1 604	2,5%	+15,5%	57	3,9%	+54,1%
Médias & Loisirs	1 481	2,3%	+5,3%	38	2,6%	-5,0%
Agriculture & Pêche	1 340	2,1%	+11,4%	56	3,8%	+40%
Biens d'équipement du foyer	1 188	1,9%	+33,2%	49	3,4%	+81,5%
Holding	1 188	1,9%	+31,6%	138	9,4%	+15%
Biens d'équipement industriels	1 072	1,7%	+28,8%	30	2,1%	-28,6%
Services financiers	723	1,1%	+19,1%	57	3,9%	+23,9%
Bois Papier Carton & Imprimerie	430	0,7%	-5,5%	10	0,7%	-16,7%
Métaux	388	0,6%	+11,8%	21	1,4%	+50%
Pharmacie	170	0,3%	+32,8%	13	0,9%	-31,6%
Télécommunications	149	0,2%	+1,4%	2	0,1%	+100%
Produits minéraux et Chimie	116	0,2%	+30,3%	8	0,5%	+60%
Energie	104	0,2%	+15,6%	2	0,1%	-33,3%
En cours d'attribution	66	0,1%	-17,5%	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>64 208</b>	<b>100%</b>	<b>+17,4%</b>	<b>1 461</b>	<b>100%</b>	<b>+1,2%</b>

Source : Ellisphere

\* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

\*\* PS : procédures de sauvegarde

# PROFIL DES ENTREPRISES

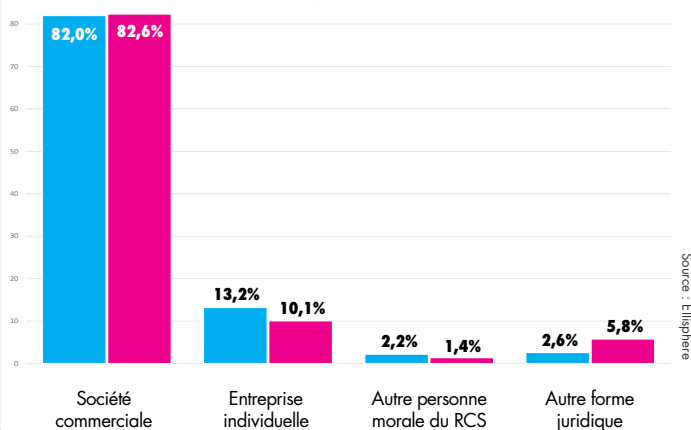
## Départements et Régions d'Outre-mer

CHIFFRES SUR L'ANNÉE 2024

Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes Procédures de sauvegarde

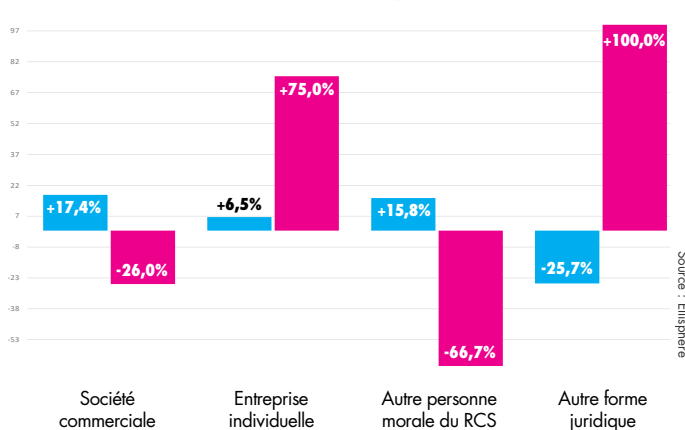
### PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises



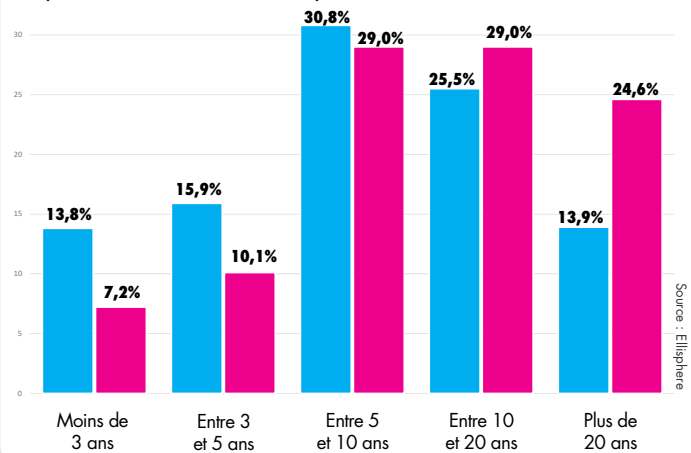
### PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Evolution en % du nombre d'entreprises



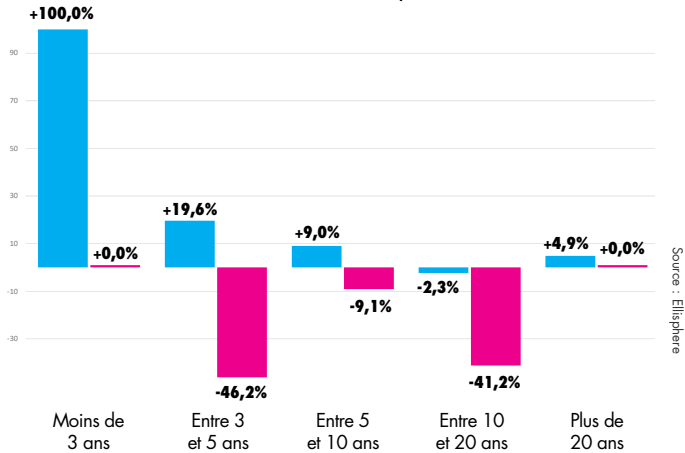
### PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises



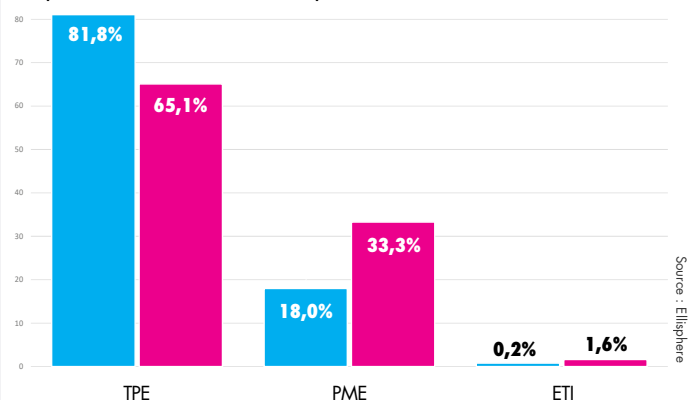
### PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Evolution en % du nombre d'entreprises



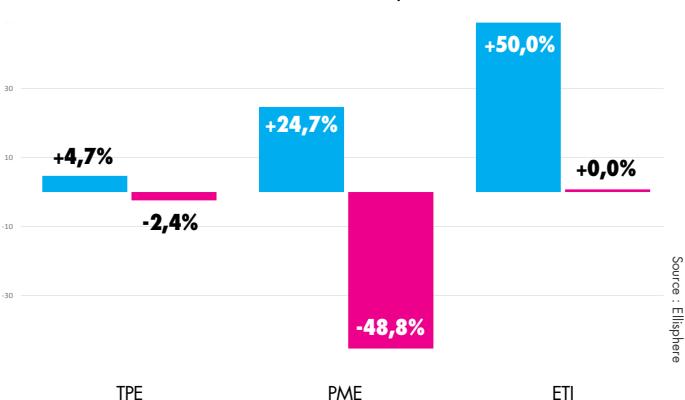
### PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



### PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Evolution en % du nombre d'entreprises





### PROCÉDURES PAR DÉPARTEMENT OU PAR RÉGION en nombre et en pourcentage sur 2024

DEPARTEMENT	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2023 / 2024	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2023 / 2024
LA REUNION	1 117	56,1%	+26,9%	37	53,6%	-2,4%
MARTINIQUE	453	22,7%	-4,8%	8	11,6%	-20,0%
GUADELOUPE	315	15,8%	+11,7%	21	30,4%	-22,2%
GUYANE	62	3,1%	-3,1%	2	2,9%	-66,7%
MAYOTTE	45	2,3%	+4,7%	1	1,4%	-66,7%
<b>TOTAL</b>	<b>1 999</b>	<b>100%</b>	<b>+14,1%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>	<b>-19,8%</b>

Source : Ellisphere

### PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ en nombre et en pourcentage sur 2024

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2023 / 2024	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2023 / 2024
Bâtiment et Travaux publics	605	30,3%	+12,7%	8	11,6%	-46,7%
Services aux particuliers	282	14,1%	+4,4%	9	13,0%	-30,8%
Services aux entreprises	187	9,4%	+9,4%	6	8,7%	-33,3%
Distribution	126	6,3%	+51,8%	NC	-	NC
Services collectifs	117	5,9%	-11,4%	10	14,5%	-25%
Agroalimentaire	101	5,1%	+32,9%	7	10,1%	0,0%
Moyens de transport	92	4,6%	+9,5%	1	1,4%	-75,0%
Transports & Logistique	79	4,0%	+3,9%	5	7,2%	-25%
Biens de consommation	67	3,4%	+45,7%	2	2,9%	NC
Textile habillement cuir	50	2,5%	+16,3%	1	1,4%	NC
Médias & Loisirs	44	2,2%	+25,7%	1	1,4%	-50,0%
Agriculture & Pêche	41	2,1%	+64%	NC	-	NC
Biens d'équipement du foyer	34	1,7%	+21,4%	4	5,8%	-33,3%
Informatique & Electronique	31	1,6%	+10,7%	4	5,8%	NC
Biens d'équipement industriels	27	1,4%	+22,7%	1	1,4%	0,0%
Holding	27	1,4%	-3,6%	3	4,3%	-40,0%
Métaux	25	1,3%	+38,9%	3	4,3%	NC
Services financiers	22	1,1%	+37,5%	2	2,9%	-33,3%
Bois Papier Carton & Imprimerie	11	0,6%	+57,1%	NC	NC	NC
Energie	11	0,6%	-21,4%	NC	NC	NC
Télécommunications	10	0,5%	+233,3%	NC	NC	NC
Pharmacie	7	0,4%	+16,7%	2	2,9%	0,0%
En cours d'attribution	2	0,1%	0,0%	NC	-	NC
Produits minéraux et Chimie	1	0,1%	-50,0%	NC	NC	NC
<b>TOTAL</b>	<b>1 999</b>	<b>100%</b>	<b>+14,1%</b>	<b>69</b>	<b>100%</b>	<b>-19,8%</b>

\* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

\*\* PS : procédures de sauvegarde

Source : Ellisphere



Les données utilisées dans cette étude sont extraites de la base Ellisphere le 6 janvier 2025. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre-mer dont l'activité et la forme juridique sont connues.

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe. Les procédures de sauvegarde sont comptabilisées séparément.



## PROFIL DES ENTREPRISES

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE, le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

## DÉFINITIONS

**La procédure de sauvegarde** permet, aux entités en difficultés n'étant pas en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; elle peut déboucher sur un plan de sauvegarde arrêté par le tribunal de commerce.

**Le redressement judiciaire** permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

**La liquidation judiciaire** est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

**L'homologation de conciliation** est un accord amiable publié au tribunal de commerce pour les entités en cessation de paiement depuis moins de 45 jours résultant d'une conciliation négociée avec les principaux créanciers.

Le référentiel d'Ellisphere met à disposition de l'information économique, légale et financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

# SUIVEZ

## L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE



[www.ellisphere.com](http://www.ellisphere.com)



[@ellisphere](https://www.linkedin.com/company/ellisphere)



[@ellisphere](https://www.youtube.com/channel/UC...)



[\\_ellisphere\\_](https://www.instagram.com/_ellisphere_)



Pour plus d'information sur nos études :

[pole\\_statistiques\\_economiques@ellisphere.com](mailto:pole_statistiques_economiques@ellisphere.com)

# ellispherē

Pour un monde économique fiable et une croissance durable

[www.ellisphere.com](http://www.ellisphere.com)

Lille - Lyon - Marseille - Paris La Défense - Nantes - Strasbourg - Toulouse - Tours  
Siège social : Tour Franklin - 100-101 Terrasse Boieldieu - 92042 Paris La Défense Cedex  
Adresse postale : Immeuble Alpierre - 74 rue Gorge de Loup - 69009 Lyon  
S.A.S. au capital de 2 519 229 euros - 482755741 RCS Nanterre